

LE MONDE ILLUSTRÉ

59^e Année — N^o 2996.

SAMEDI 22 MAI 1915

Prix du Numéro : 0 fr. 60.

Rédacteur en Chef : ALFRED JOUSSELIN



LES BERSAGLIERI

— Ils sont prêts!

LA VIE DIPLOMATIQUE

L'ALLEMAGNE ET LES ÉTATS-UNIS

Le 11 février dernier, le gouvernement de Washington faisait savoir au gouvernement de Berlin que « si les commandants des navires de guerre allemands... détruisaient en haute mer un navire américain ou des vies de citoyens américains, il serait difficile aux États-Unis de considérer cet acte autrement que comme une violation indéfendable des droits des neutres ». Il ajoutait que, « si une situation aussi déplorable survenait, le gouvernement allemand pourrait vite se rendre compte que le gouvernement des États-Unis se verrait contraint de le tenir strictement pour responsable des actes de ses autorités navales, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des vies et des propriétés américaines et pour garantir aux citoyens américains la pleine jouissance de leurs droits reconnus sur la haute mer ».

Moins de trois mois après cette déclaration solennelle, le paquebot anglais *Lusitania*, qui transportait un nombre important de passagers américains, était coulé dans la mer d'Irlande par un sous-marin allemand. Ce crime était accompli dans des conditions particulièrement odieuses et avec un raffinement de cruauté qui dépassait les attentats du même genre effectués auparavant par les corsaires de l'amiral Tirpitz. Non seulement il n'avait été précédé d'aucun avertissement préalable, mais en outre des mesures avaient été prises par ses auteurs pour empêcher le sauvetage des passagers. Lorsque le commandant du sous-marin s'était aperçu qu'après avoir été atteint par une première torpille le paquebot manœuvrait de manière à sauver le plus de monde possible avant de disparaître dans les flots, il avait fait lancer une seconde torpille qui causa de nombreuses victimes et empêcha l'organisation des secours.

La préméditation de l'attentat n'était pas contestable, puisque, la veille du départ du bateau anglais, l'ambassade d'Allemagne aux États-Unis avait fait publier dans les journaux de New-York un avis pour informer le public que des mesures seraient prises pour empêcher la navigation dans les eaux de la Grande-Bretagne. Comme s'il restait encore quelque pudeur au comte Bernstorff et qu'il eût reculé devant l'infamie du procédé, il avait évité de donner à cet avertissement une forme officielle et de le notifier au gouvernement auprès duquel il est encore accrédité. Il s'était contenté de recourir à l'intermédiaire de la presse connue pour être à la dévotion et à la solde de ceux qu'on appelle dans l'Union les Germano-Américains.



Le Président WILSON.

Le crime ne comportait, par conséquent, aucune circonstance atténuante. On peut dire qu'il était complet. Conçu dans un pays qui a perdu toute notion du juste et de l'injuste, préparé avec toute l'astuce des professionnels de l'assassinat, exécuté avec une férocité de bêtes fauves, il provoqua dans le monde entier un mouvement de colère et d'indignation. L'opinion publique américaine en fut secouée. Les journaux indépendants de New-York et des États fédéraux se firent les interprètes du sentiment de leurs lecteurs en réclamant des mesures immédiates contre les agents diplomatiques de l'Allemagne et les émissaires spéciaux dont les États-Unis sont infestés par elle. On allait jusqu'à parler d'une déclaration de guerre pour le cas où le gouvernement de M. Wilson n'obtiendrait pas toutes les satisfactions auxquelles il avait incontestablement droit.

La première explication qui lui vint de Berlin fut que « le naufrage » du *Lusitania* (vous admirerez cet euphémisme) était entièrement imputable à l'Angleterre. C'était elle, la criminelle, qui, en assiégeant l'Allemagne avec sa flotte et en affamant les sujets de l'empire — comme ils affamèrent autrefois Paris — avait déterminé les représailles sanglantes contre les enfants, les femmes et les non-combattants de tous les pays du monde. Ce n'était pas Guillaume et

sa séquelle qu'il fallait clouer au pilori, mais bien M. Winston Churchill et le personnel de l'amirauté britannique.

La seconde explication fut que les passagers des paquebots anglais devaient être assimilés à des contrebandiers de guerre, parce qu'ils voyageaient sur des bateaux qui étaient censés transporter des marchandises à l'usage des belligérants. Argument tout naturel de la part des bandits qui fusillent des prêtres, des jeunes filles, des vieillards, détruisent par le fer et par le feu des cités et des villages, et massacrent des populations innocentes, sous prétexte que des coups de feu ont été tirés dans leur voisinage.

On ignore, à l'heure où j'écris, quelle sera la suite de cette plaidoirie fantasmagorique. Il n'y a pas de raison pour que l'Allemagne, son empereur, ses généraux, ses amiraux et ses quatre-vingt-treize intellectuels ne découvrent pas qu'en somme la responsabilité du « naufrage » se partage entre John Bull et l'oncle Jonathan. Et si le gouvernement de M. Wilson s'en contente, c'est qu'il l'aura bien voulu.

Ce qui est à craindre, c'est qu'il se perde en discussions de droit, en épiluchage de textes, en étude minutieuse des faits, en eux-mêmes sans intérêt, dans l'ensemble de

ce grand drame. C'est une tendance assez naturelle chez le juriste qu'est le président de la grande République américaine, et les informations qui nous parviennent le représentent comme se laissant aller à son penchant.

Quand, au mois d'avril 1898, le bateau de guerre américain *Le Maine* sombra dans la mer des Antilles, l'amiral Dewey reçut l'ordre de forcer l'entrée de la baie de Manille et de détruire la flotte espagnole. En même temps, le blocus de Cuba commença. Et cependant, c'est à ce moment là que les discussions de fait et de droit auraient été permises et indiquées. Mais il semble que la guerre actuelle ait perverti tous les principes de justice et d'humanité. Les crimes les plus inconcevables se succèdent sans que les gouvernements des peuples qui ne sont pas aux prises sortent de leur torpeur ou de leur inertie...

Les États-Unis sont, à l'heure présente, la plus haute personnification du droit des neutres. Ils ont, pour parler en leur nom, la plus puissante autorité morale. Leur gouvernement en usera-t-il? La protestation qu'il adresse à l'Allemagne est assez ferme. Sera-t-elle suivie d'actes énergiques? L'avenir le dira.

Stephen PICHON.

LA SITUATION DES ARMÉES

L'offensive allemande dans la région d'Ypres, favorisée d'abord par la surprise due à l'emploi des gaz délétères, est décidément brisée, en dépit de sa longue et minutieuse préparation. Elle n'a donné aucun résultat de quelque valeur. Non seulement le recul des alliés n'a pas dépassé l'Yser, première ligne de défense réelle, mais le terrain en avant de cette ligne a été en majorité reconquis, malgré les plus furieuses contre-attaques.

Maintenant, les précautions sont prises pour éviter tout danger d'asphyxie, et la dernière tentative faite contre les Anglais le 11 mai n'a servi qu'à rendre plus complet l'échec de l'infanterie ennemie s'avançant en masse, comptant avec confiance sur l'effet des gaz.

Au sud du champ de bataille témoin de cette offensive avortée, les alliés ont pris à leur tour l'initiative d'une importante action, et avec un très brillant succès. Elle a commencé le 8 mai, sur toute l'étendue des lignes anglaises à l'ouest de Lille, prolongées par les nôtres devant le front marqué par la grande route Arras-Lens-La Bassée. Le point d'attaque des Anglais est plus particulièrement dans la direction de Lille, au sud d'Armentières, pendant que nos opérations se développent d'Arras au nord de Lens, sur un front qui ne mesure pas moins de 20 kilomètres. Ce terrain comprend deux régions distinctes : dans sa moitié nord, la plaine de Béthune et de Lens ; dans sa moitié sud, le plateau mouvementé au nord d'Arras, dont les routes d'Arras à Béthune et à Lens coupent obliquement les pentes de raccord avec la plaine. C'est au bord relevé de ce plateau, sur un éperon séparé de l'ensemble par un double vallon, qu'est situé le point culminant de Notre-Dame-de-Lorette, transformé par les Allemands en une véritable forteresse, analogue à celle des Eparges. Notre offensive nous a rendus maîtres de ce promontoire formidablement défendu, ainsi que des villages voisins, en même temps que nos troupes, avec un entrain irrésistible, progressaient de plusieurs kilomètres, tant sur le plateau que dans la plaine.

Les dépêches de chaque jour, puis un bulletin officiel plus complet, nous ont tenus au courant de cette magnifique offensive et des résultats obtenus. La bataille continue à se développer favorablement pour nos armes. Les combats sur les autres parties de l'immense zone de contact ne sont en comparaison que des faits

locaux, épisodiques. Ils n'en ont pas moins, cependant, leur importance et nous donnent d'intéressants avantages dont la valeur sera mise en lumière, le jour où une action d'ensemble se portera vers le secteur qu'ils concernent.

Dans l'ensemble, le progrès est partout. Partout l'ennemi est en échec.

Sur le théâtre oriental de la guerre, des combats d'avant-postes isolés, sans conclusion, se sont livrés ces temps derniers un peu partout, en avant du Niémen moyen, en avant de la Narew, et vers la frontière de Prusse orientale. Ils ont été plus rares sur le front de la Bzoura et de la Rawka, devant Varsovie ; mais plus accentués vers le sud, dans le prolongement de ce front, en approchant de la Galicie. Au nord du Niémen, les Allemands ont entrepris, surtout avec des troupes de cavalerie et d'artillerie légère, appuyées par quelques soutiens d'infanterie, une opération à grand rayon, dont le but est assez peu défini. Ils se sont emparés de Libau, et les Russes ne paraissent pas attacher à ce fait beaucoup d'importance. Les rencontres qui se produisent dans cette région semblent indiquer que les deux adversaires n'y ont en présence que d'assez faibles effectifs, eu égard surtout à l'immensité des territoires où elles ont lieu.

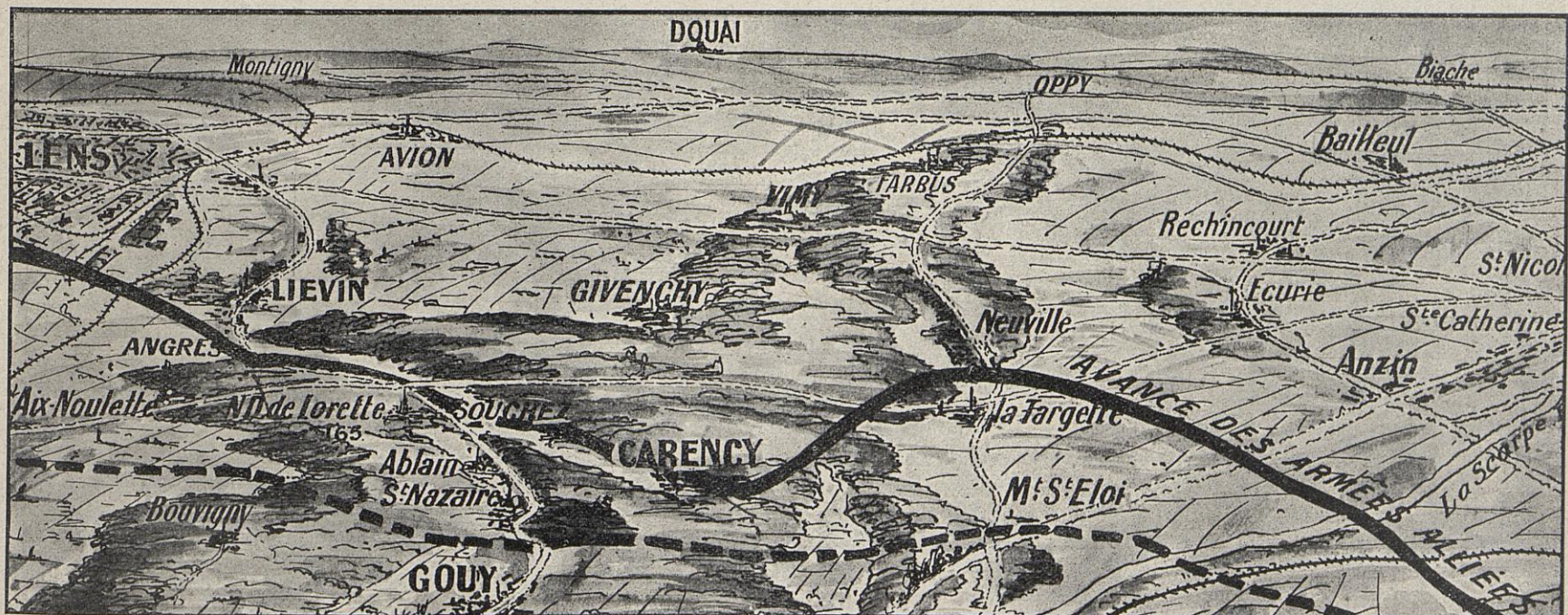
Tout l'intérêt, mais il est grand, se concentre sur le front des Carpathes et surtout sur le flanc droit de l'armée russe qui occupe ce front. Ce flanc droit est vigoureusement attaqué et refoulé par une armée austro-allemande formidable, dont la base d'opération est à Cracovie.

Autant la conception des opérations de l'armée russe pour la conquête de la Galicie s'est présentée sous une forme simple, autant le problème de la pénétration en Hongrie offre de conditions complexes et difficiles à satisfaire. Tant que les Russes ont eu Cracovie pour objectif, leur front en Galicie, suivant la direction nord-sud, présentait le flanc gauche aux Carpathes. Plus le front progressait vers Cracovie, plus ce flanc gauche s'allongeait en arrière et devenait difficile à garder, contre une armée autrichienne venant de Hongrie et marchant vers le Nord. Aussi, qu'arriva-t-il ? Les détachements russes qui protégeaient le flanc gauche et les derrières de l'armée, en occupant les positions et les passages des Carpathes, furent attaqués par des forces supérieures et repoussés. Les communications de l'armée se trouvèrent menacées ; elles pouvaient être compromises. Il fallut abandonner le siège de Cracovie déjà commencé et reculer jusque sur la Dunajec, en envoyant d'urgence tous les renforts possibles

au devant des colonnes autrichiennes qui débouchaient des Carpathes en Galicie. Ces colonnes, d'abord arrêtées, tenues en échec, puis battues surtout après la prise de Przemysl, furent pour la plupart rejetées en Hongrie. Les Russes réoccupèrent les cols de Dukla et de Lupkow, ainsi que les crêtes voisines et les passages intermédiaires. Le temps avait marché et les circonstances rendaient dorénavant moins intéressante l'opération contre Cracovie, qui pouvait se prolonger pendant des mois sans grande utilité ; le plan russe fut modifié en conséquence. Il comportait dorénavant l'invasion de la Hongrie.

De Dukla, les Russes descendirent sur le versant hongrois, à Bartfeld ; ils progressèrent vers Eperjes, dans la direction de Buda-Pesth. Alors, ce fut le front installé sur la Dunajec et la Biala, face à Cracovie, qui devint à son tour le flanc droit, flanc qui serait d'autant plus difficile à protéger que le front, en Hongrie, progresserait davantage par sa droite, tandis que la gauche, au col d'Uzsok et au-delà, se trouvait arrêtée par la défensive autrichienne. Au moment où les forces austro-allemandes qui ont attaqué sur la Dunajec et la Biala commencèrent leur opération, le flanc droit des Russes, par suite des progrès de l'aile droite, mesurait déjà plus de 120 kilomètres, à compter de la Vistule au nord de Tarnow. Aujourd'hui, les corps auxquels incombe la défense de ce flanc droit sont en échec ; ils ont abandonné la Dunajec et la Biala pour la ligne de la Vistoka, en retraite. Cette ligne elle-même a été forcée ; la retraite s'accroît. On ne peut pas dire, assurément, que la situation de l'armée russe soit inquiétante ; mais à l'heure actuelle, cette armée est sur la défensive, elle recule sur sa droite et le mouvement vers la Hongrie est arrêté. Ce mouvement, d'ailleurs, pour s'effectuer dans de bonnes conditions, doit procéder par l'aile gauche, et non par la droite ; cette dernière servant de pivot et restant intimement liée avec le flanc droit, lequel doit être uniquement défensif, et fortifié de la plus solide manière. Mais, pour que l'aile gauche avance, pour qu'elle atteigne la plaine hongroise vers Munkacz et Ungvar, il faut d'abord briser la résistance des Austro-Allemands au col de Volovec, au col Beskide et en Galicie orientale. L'entrée en scène de l'armée roumaine, tournant la Bukovine, si elle se produit dans un délai rapproché, hâtera sans doute les événements, en rendant la solution indiquée plus réalisable.

Général BERTHAUT



Les progrès de nos troupes dans la région du Nord à la date du 17 Mai.

NOS HÉROIQUES FUSILIERS-MARINS



Quand ils sont blessés.

Bretons pour la plupart, ces braves combattants ont eu l'occasion de se signaler plus particulièrement à Dixmude qu'ils défendirent avec un véritable héroïsme contre les attaques acharnées de l'ennemi. Bombardée nuit et jour, la pittoresque petite ville que traverse l'Yser fut complètement détruite dans la première quinzaine de novembre, et, depuis lors, elle n'est plus qu'un amas de décombres. Mais combien sont glorieuses ces ruines, et que de grands souvenirs elles évoquent !

Lors du voyage qu'il a fait dans le Nord, au commencement de janvier, le



L'arrivée du courrier.

Président de la République, en passant à Dunkerque, a tenu à honneur de remettre lui-même à la brigade des fusiliers-marins, son nouveau drapeau, en la félicitant de sa belle conduite, lors des sanglantes journées, présentes encore à toutes les mémoires, de Dixmude et de Nieuport. Il a rappelé, avec une chaude éloquence, l'endurance merveilleuse de ces braves dont rien n'a pu refroidir l'ardeur.

Puis, en terminant et en

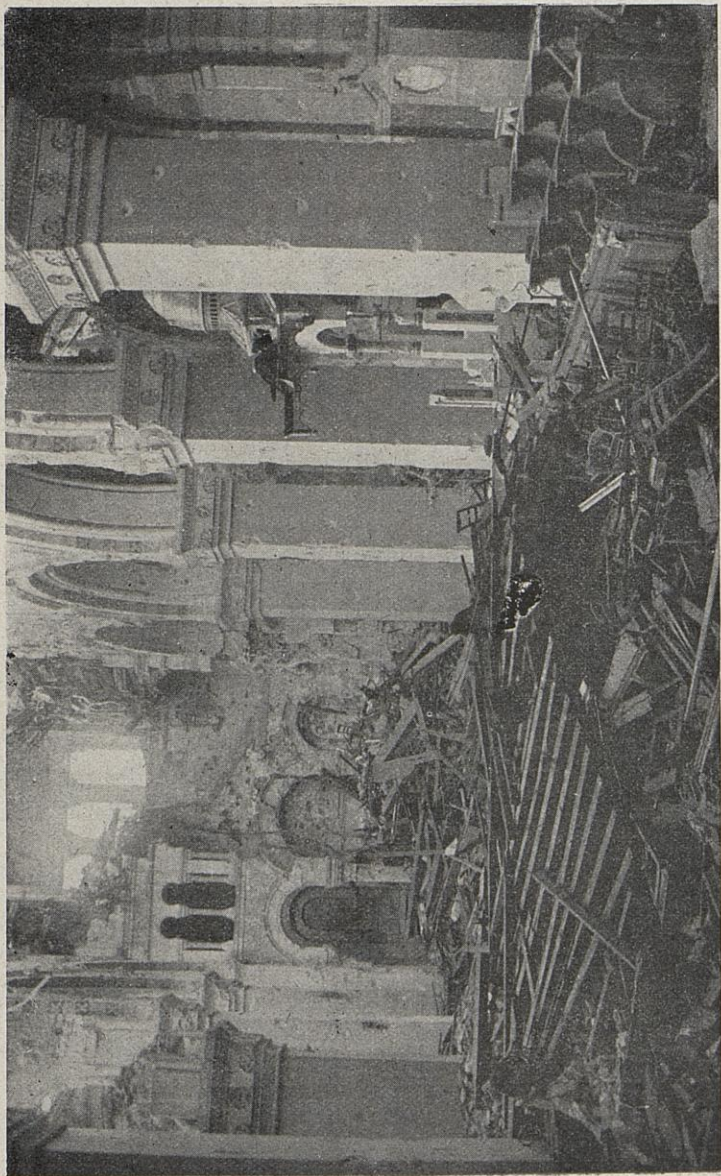


En observation.

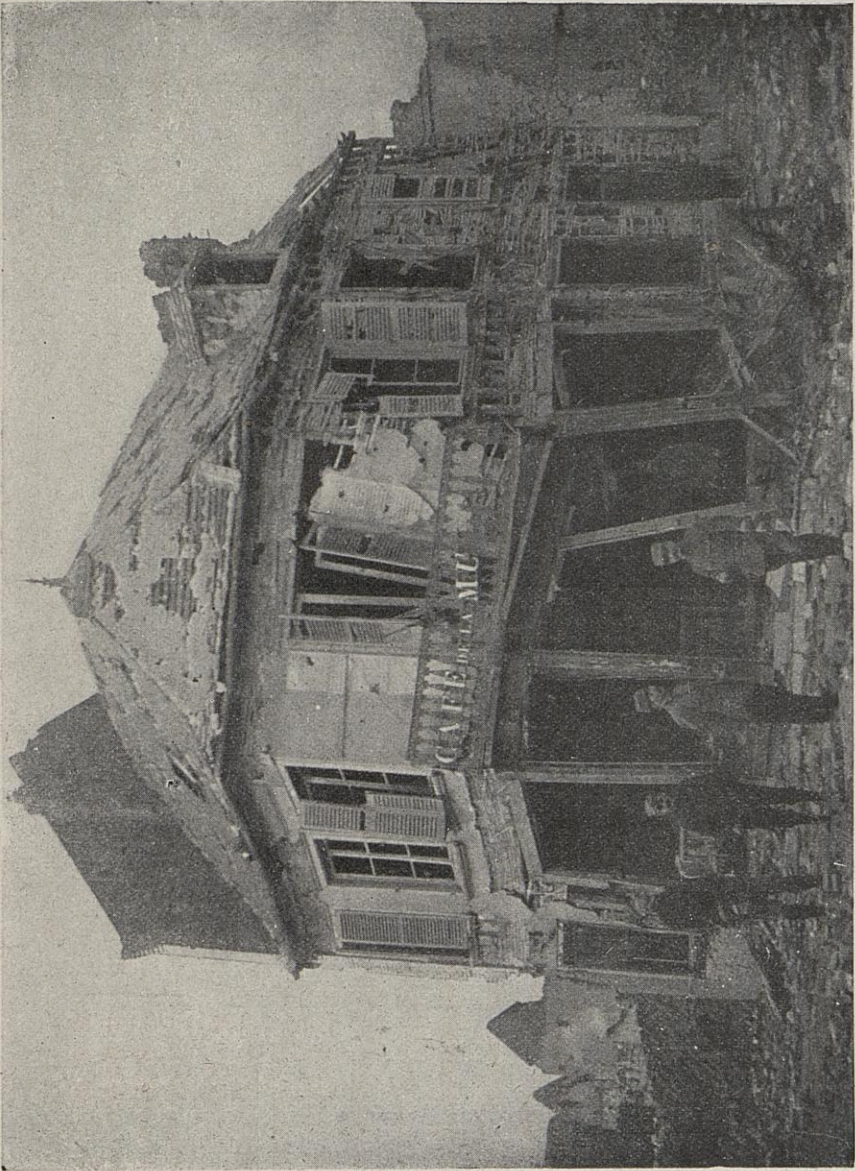
leur présentant l'étendard : « En « conduisant ce drapeau à la « victoire, a-t-il dit, vous ne « vengerez pas seulement nos « morts ; mais vous mériterez « l'admiration du monde et la « reconnaissance de la posté- « rité. »

Ces paroles ont été accueillies avec une patriotique émotion par une assistance vibrante qui a acclamé les modestes héros dont plusieurs furent victimes de leur dévouement à la patrie et dont un grand nombre parmi les survivants, reçut de graves blessures.

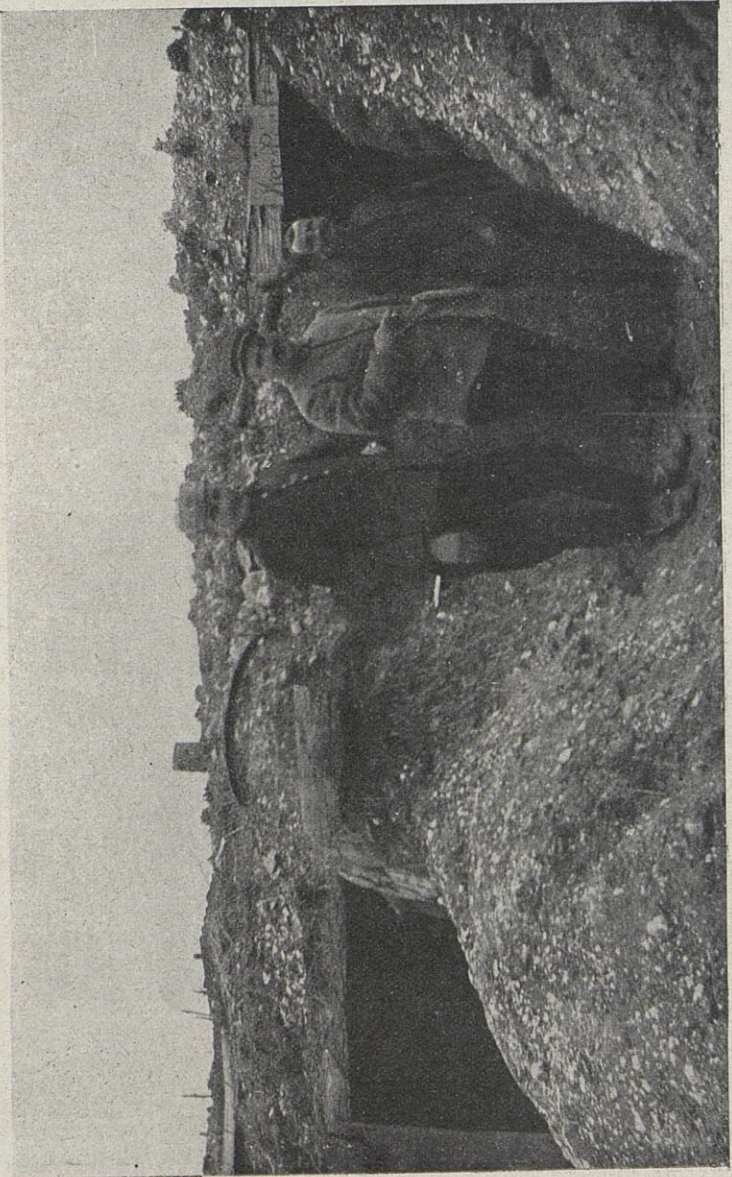
DANS LA RÉGION D'ALBERT



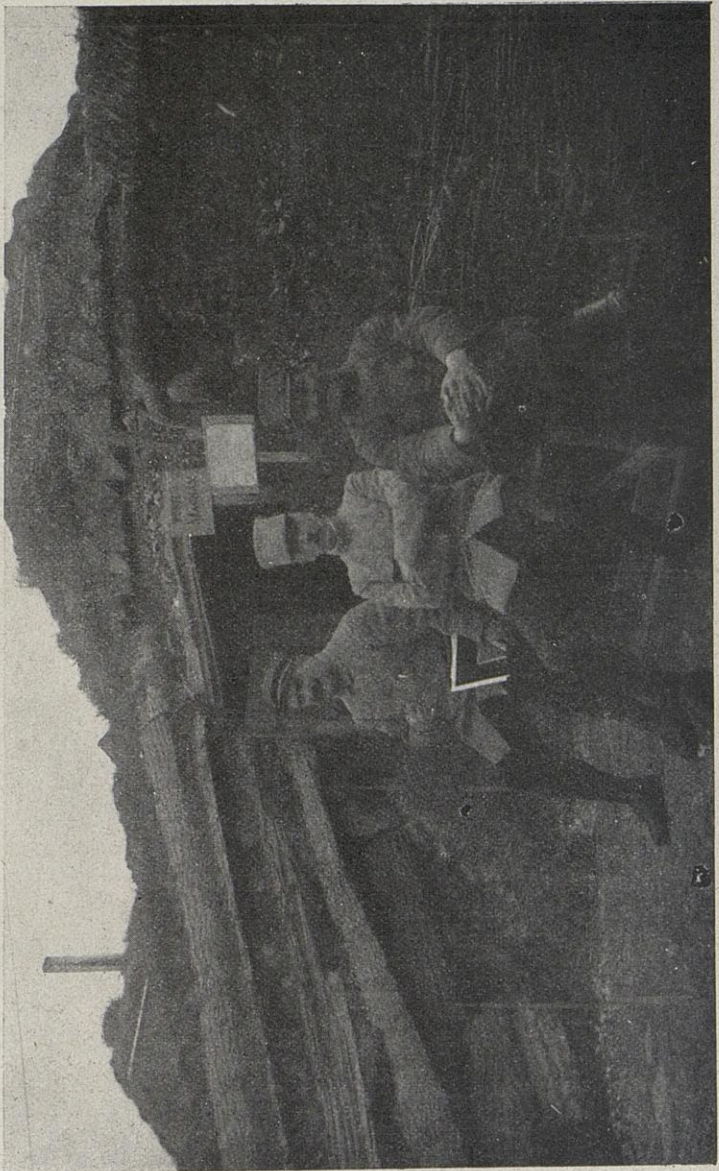
L'intérieur de l'Église d'Albert.



Ce qu'est devenu le Café de la Musique.



L'entrée des postes de commandement.



Le colonel à la porte de son gourbi.

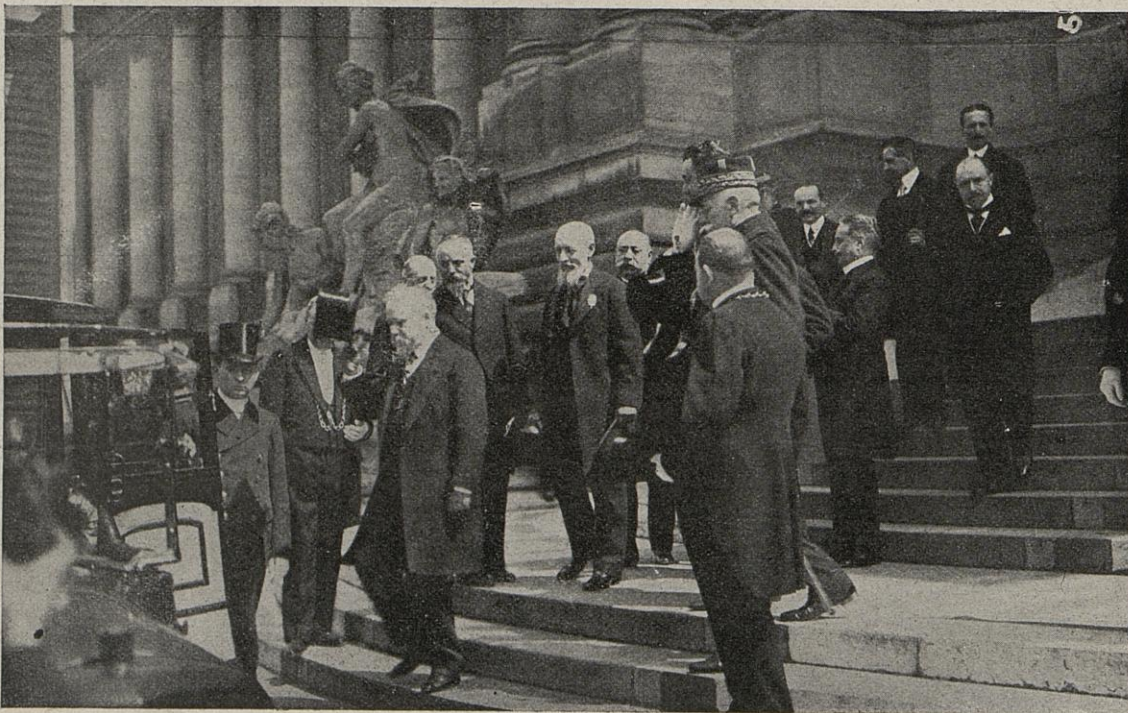
(Droits réservés)



Le Président, accompagné des Membres du Conseil municipal, vient de visiter les blessés à l'hôpital Cochin.



Le général Gallieni se rendant à la fête donnée, au Trocadéro, en l'honneur des blessés.



Le Président a été au Petit Palais visiter les objets sauvés des églises bombardées.

A PARIS

Dans l'après-midi du 4 mai, le Président de la République, accompagné du général Duparge, secrétaire général de l'Élysée, a visité les pavillons de l'hôpital Cochin, affectés aux blessés des troupes d'Afrique.

Guidé par le distingué directeur de l'hôpital, M. Leblanc, M. Poincaré a visité successivement les services des professeurs Vidal et Quénu ; des docteurs Queyrat, Ottinger et Michon, ainsi que la salle de réunion affectée spécialement aux troupes d'Afrique.

S'arrêtant au chevet de nombreux blessés dont la belle conduite lui avait été signalée, le Président leur a adressé d'encourageantes paroles, et a joint à ses félicitations une cordiale poignée de main. Il a tenu à laisser un souvenir de sa visite à ces braves, en leur offrant, outre une somme de cinq cents francs, pour l'amélioration de l'ordinaire, de nombreux paquets de chocolat, du tabac et des cigarettes qui furent joyeusement accueillis.

Parmi les personnalités présentes, on remarquait MM. Malvy, ministre de l'Intérieur ; Laurent, préfet de police, le général Clergerie, chef-d'état major du gouverneur militaire de Paris ; H. Rousseau, conseiller municipal, rapporteur du budget de l'Assistance publique ; Etienne, ancien ministre, des sénateurs et députés d'Algérie et des Colonies, etc., etc.

* * *

Nous retrouvons M. Poincaré, quelques jours plus tard, au Petit-Palais, où il a inauguré, dans la matinée du 12 mai l'exposition si intéressante des objets précieux sauvés à Reims et dans les Flandres : les magnifiques tapisseries de la cathédrale glorieuse, représentant l'histoire de Clovis ; la collection incomparable de dentelles de la région de l'Yser, et la tenture en cuir de Cordoue de l'Hôtel de Ville de Furnes. Il faut joindre à ces pièces uniques les œuvres d'art acquises par la ville ou offertes par des artistes pour fournir les lots d'une tombola qui sera tirée à la fin de l'exposition.

Cette manifestation d'art a lieu au profit des réfugiés français, des réfugiés belges et de différentes œuvres de solidarité artistiques et littéraires.

* * *

Au Trocadéro, à la date du 2 mai, les artistes ont offert aux blessés de Paris, un brillant gala qui a obtenu le plus vif succès et qui a été honoré de la présence du Chef de l'État, et du général Gallieni. Au début de la séance, M. Paul Deschanel a tenu à apporter aux blessés qui occupaient des places d'honneur dans la vaste salle, l'hommage du parlement tout entier, et il a salué avec une chaude éloquence, les vainqueurs de la Marne et de l'Yser. — « Je viens « m'incliner pieusement devant vos glorieuses « blessures, a-t-il dit. Elles sont les signes « sacrés de votre indomptable courage et de « votre abnégation. Grâce à vous, l'humanité « s'est élevée au-dessus d'elle-même » — De longs applaudissements ont ponctué ces paroles. Le programme s'est déroulé, ensuite, grâce au concours de la Comédie-Française, de l'Opéra, de l'Opéra-Comique, des théâtres et des concerts qui avaient délégué leurs meilleurs artistes. Les acclamations de tous ces braves ne leur ont pas été ménagées, et sans doute le succès que leur ont fait nos blessés comptera-t-il parmi ceux dont ils se souviendront avec le plus de sincère émotion.

L'ATTITUDE



M. SALANDRA,
Président du Conseil, interventionniste.

UN REFERENDUM NATIONAL

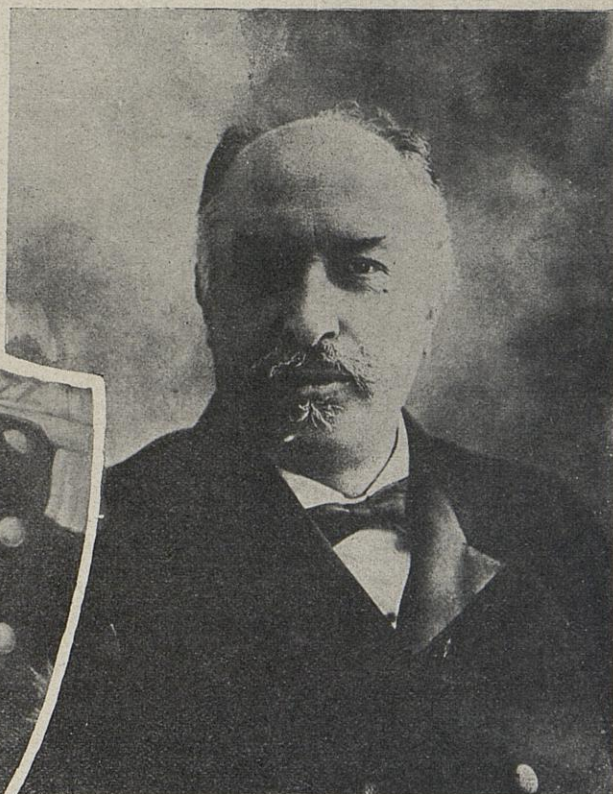
M. Giolitti, qui trois fois, grâce à la très grande bienveillance de la Couronne, eut l'honneur de présider aux élections législatives de son pays, et qui, par cela même jouissait d'une très grande influence dans les milieux parlementaires créés par ces trois consultations nationales, M. Giolitti, aidant l'action de M. de Bulow, décida de s'opposer aux projets interventionnistes du cabinet Salandra.



S. M. LE ROI D'ITALIE.

Le gouvernement du roi et la meilleure partie de la nation avaient résolu de faire valoir les revendications du peuple italien ; M. Giolitti décida de s'opposer à cet acte de fierté, de vaillance et de clairvoyance. Le ministère Salandra, écœuré, préféra abandonner le pouvoir et

DE L'ITALIE



M. GIOLITTI,
ancien Président du Conseil, neutraliste.

donna sa démission... Aussitôt ce fut, par tout le pays, un soulèvement général. Des meetings s'organisèrent, des cortèges se mirent en marche, de tous côtés des protestations s'élevèrent, on se battit même assez vigoureusement dans les rues. Si bien que le Roi, sûr de connaître désormais les vœux de ses sujets, rappela M. Salandra et lui rendit le pouvoir.

La manœuvre des neutralistes giolittiens, loin d'avoir empêché l'intervention de l'Italie, n'aura fait que la précipiter.



A la suite de la démission du cabinet Salandra de nombreuses manifestations se sont produites en Italie. A Rome et dans les principales villes, la troupe a du intervenir pour rétablir l'ordre.



UNE EMBUSCADE DE CHASSEURS DANS LE VILLAGE DE

(NORD). — Dessin inédit, exécuté d'après ses notes et croquis, par le peintre GEORGES BUSSON.

LES FORTIFICATIONS DANS LA GUERRE MODERNE



Officiers dirigeant des travaux de terrassement dans les tranchées de première ligne.



Les soldats qui vaillamment avec leurs pelles et leurs pioches font les tranchées et les abris.

(Droits réservés)

NOTRE ARTILLERIE DANS LES TRANCHÉES



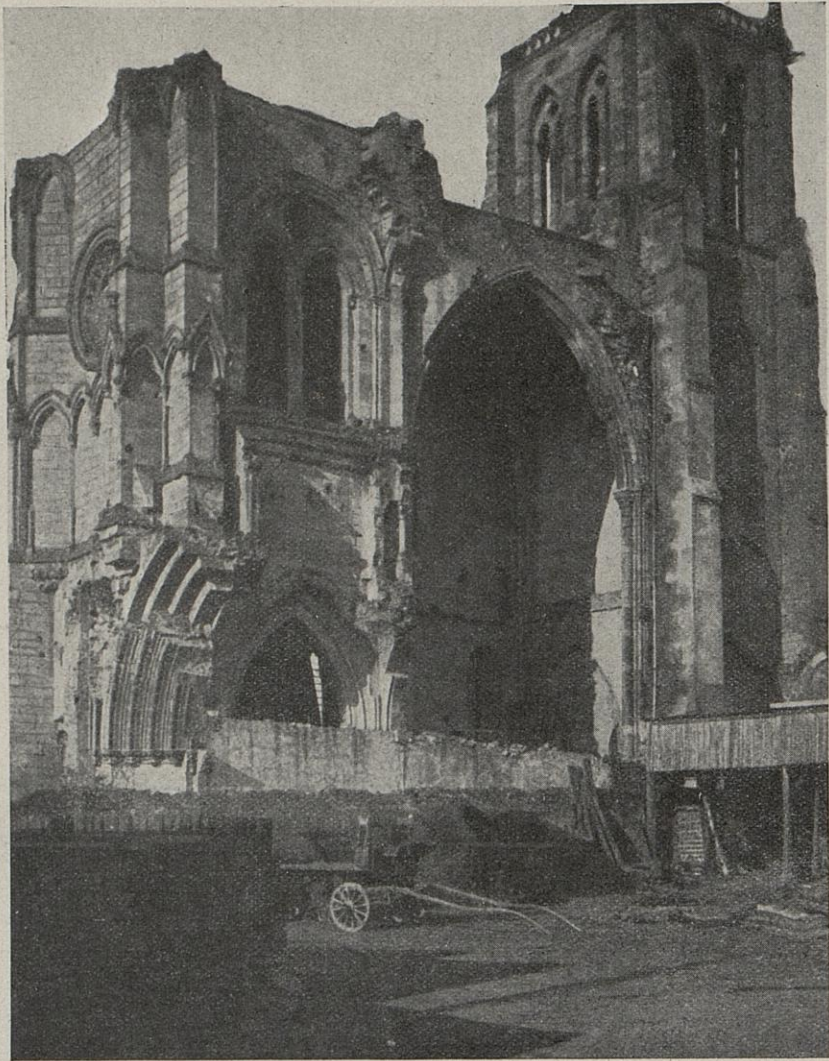
Officiers consultant leurs cartes et discutant les effets de leur tir.



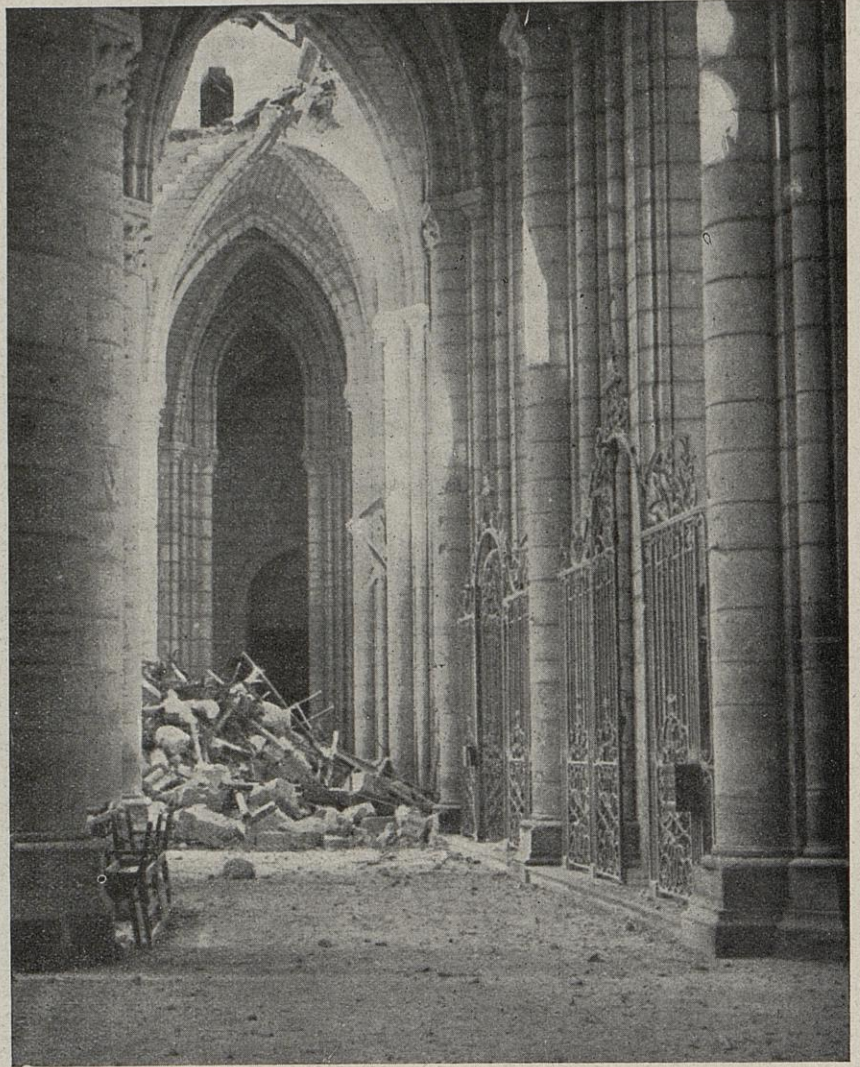
Une batterie terrée au milieu d'une plaine de Champagne.

(Droits réservés)

DANS L'OISE ET DANS L' AISNE



Ce qui reste de l'église de Crépy-en-Valois.



Cathédrale de Soissons : La grande nef.



Un coin de la grande rue de Soissons.



Là on vendait des produits locaux.

(Droits réservés)

LES BOMBES DES ZEPPELINS EN ANGLETERRE



Les foules sont partout les mêmes et regardent toujours avec la même curiosité : les agents de l'autorité font ici ou là, le service d'ordre de semblable façon.



Une maison de Southend dont les locataires sautèrent par les fenêtres lorsque la bombe, tombant sur le toit, eut mis le feu à la demeure.

APRÈS L'ATTENTAT DU "LUSITANIA". — L'INDIGNATION DU ROYAUME-UNI

Sous une pluie battante, un meeting monstre a été tenu à Tower-Hill, pour demander au gouvernement britannique d'interner les Allemands qui vivent au Royaume-Uni.



Les boutiques que l'on savait appartenir à des Allemands ont été rudement saccagées par la foule indignée.

DE CRANES ET VAILLANTES PETITES GIRLS



« SI VOUS NE VOULEZ PAS PARTIR, C'EST NOUS QUI PARTIRONS. »

Pour accroître et accélérer le mouvement des enrôlements volontaires l'humour de nos voisins et l'ingéniosité anglaise se sont donnés librement carrière. Les murs de Londres ont été couverts d'affiches très curieuses, persuasives, prenantes, obsédantes.

Dans les omnibus, dans les salles d'attente, des avis furent placardés encourageant les hommes à s'engager. Dans les rues, les jeunes femmes et les jeunes filles ne ménageaient pas les exhortations aux jeunes gens qu'elles rencontraient. Maintenant ce sont les petites

fillettes qui, elles-mêmes entrent en lice. Une longue théorie de mignonnes et délicieuses girls, portant les attributs des agents de recrutement, s'est promenée dans la cité précédée d'une bannière où était inscrite la fière déclaration que nous donnons plus haut.

LES MÉFAITS DES VILAINS OISEAUX



Un taube qui survolait Saint-Denis, n'osant pas se risquer jusqu'au-dessus de Paris, lança des bombes qui mirent quelques domiciles particuliers en grand désordre.

A L'AMBULANCE DE X...



Après avoir remis la croix de la Légion d'honneur au capitaine Giacobi, grièvement blessé, le général X... serre la main du nouveau chevalier.

NOS ÉCHOS

Un brillant concert vient d'être donné à la salle de la Société des Agriculteurs par la Schola Cantorum dirigée par son éminent maître M. Vincent d'Indy.

Ce concert, donné en faveur de l'Association Nationale pour la protection des veuves et des orphelins, a été suivi d'une émouvante allocution du bâtonnier Henri Robert.

On sait que l'Association Nationale pour la protection des veuves et des orphelins, présidée par Mme la duchesse d'Uzès, née Mortemart, et placée sous la présidence d'honneur du cardinal Amette, du général Niox et de l'amiral de la Jaille, a pour but de secourir les veuves et les orphelins de la guerre présente.

Elle leur donne dès maintenant des secours, facilite aux veuves la recherche du travail, s'occupe du placement des orphelins et aide les intéressés à obtenir les pensions et les allocations qui leur sont dues.

Cette œuvre, qui naturellement éveille la sympathie de tous les Français, a besoin d'abondantes ressources. Elle fait appel à la générosité de tous.

Son siège social est à Paris, 21, rue des Bons-Enfants.

Les membres fondateurs doivent verser une cotisation de 50 francs (rachat 500 francs) ; les membres titulaires une cotisation de 10 fr. (rachat 100 francs) et les membres adhérents une cotisation qui ne peut être inférieure à un franc.